L'église Notre-Dame de Rocquigny (Pas-de-Calais) : restauration, reconstruction ou abandon ?

Les aléas d'un classement parmi les monuments historiques

Jacques Philippon, Philippe Merlier et Lionel Dubois

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/insitu/6548>

DOI : 10.4000/insitu.6548

ISSN : 1630-7305

Éditeur

Ministère de la culture

Référence électronique

Jacques Philippon, Philippe Merlier et Lionel Dubois, « L'église Notre-Dame de Rocquigny (Pas-de-Calais) : restauration, reconstruction ou abandon ? », *In Situ* [En ligne], 12 | 2009, mis en ligne le 03 novembre 2009, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/insitu/6548> ; DOI : 10.4000/insitu.6548

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

In Situ Revues des patrimoines est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

L'église Notre-Dame de Rocquigny (Pas-de-Calais) : restauration, reconstruction ou abandon ?

Les aléas d'un classement parmi les monuments historiques

Jacques Philippon, Philippe Merlier et Lionel Dubois

Introduction

- 1 Le village de Rocquigny (274 habitants) est situé au sud du département du Pas-de-Calais (canton de Bapaume), à proximité immédiate d'une des importantes lignes de front de la Grande Guerre : la ligne Hindenburg. Ce qui explique que la quasi-totalité des villages de ce territoire ont été totalement détruits notamment lors des grandes offensives de 1917.
- 2 C'est ainsi que le village s'est retrouvé au cœur du vaste dispositif de la Reconstruction mis en œuvre dans les années 1920 par le ministère de la Reconstruction et le diocèse d'Arras. La reconstruction de l'église de Rocquigny a été décidée lors du conseil municipal du 7 février 1924.

Le projet et sa réalisation

- 3 À la suite d'un concours organisé dans le cadre de la société coopérative de reconstruction des églises du diocèse d'Arras, c'est le projet de Jean-Louis Sourdeau qui fut retenu par le Conseil municipal (mars 1924).
- 4 Jean-Louis Sourdeau (1889-1976), natif du Nord (Ligny près de Cambrai) est alors architecte en chef du Pas-de-Calais et architecte en chef du ministère de la Reconstruction. Il est diplômé en 1922 de l'École des beaux-arts de Paris. À partir de 1928, installé à Marseille, il va construire de nombreux édifices publics et culturels, notamment à Marseille et La Ciotat dont l'église Saint-Louis et les immeubles de Campagne Larousse, auxquels a été attribué le label « Patrimoine du XXe » siècle à Marseille.

- 5 Pour Rocquigny, le choix se porte sur un projet de reconstruction très différent qui se démarque des traditionnelles reconstructions mises en œuvre alors dans les régions touchées par la Grande guerre.
- 6 L'église de Rocquigny est une construction en béton et brique : la hardiesse et l'originalité de l'édifice ont malheureusement été desservies par une réalisation peu soignée qui a posé dès l'origine des problèmes d'entretien.
- 7 L'architecte de Rocquigny s'est inspiré des œuvres de ses contemporains, avec toutefois une plus grande hardiesse dans la structure du clocher.
- 8 L'élancement du clocher de l'église du Raincy (Seine-Saint-Denis) et son matériau de construction ont indubitablement inspiré Sourdeau : on retrouve à Rocquigny la même légèreté de la structure sommitale. D'autres œuvres contemporaines ont pu aussi inspirer l'architecte : l'église Sainte-Thérèse d'Aubergenville (Yvelines), construite en 1927, avec ses piliers fasciculés et les étré sillons horizontaux qui évoquent les arcs-boutants gothiques mais également les travaux des peintres et architectes du constructivisme russe et du fonctionnalisme du Bauhaus.
- 9 Sourdeau met toute l'audace de son projet dans le clocher dont il dénude toute la structure en la réduisant à un simple jeu géométrique. Il joue dans cette partie de l'édifice avec l'implantation à 45° qui dynamise l'ensemble, un peu à la manière des peintres et architectes du constructivisme. Il tempère toutefois cet élan par l'emploi de la brique pour tout le socle que forment la nef et le chœur de l'église.
- 10 L'église est construite entre 1929 et 1930 et présente un plan assez traditionnel centré avec un clocher particulièrement présent et élevé. L'intérieur reste simple avec quatre murs diaphragmes qui soutiennent le plafond en béton armé. Une tribune est installée à chaque angle de la nef.
- 11 L'ensemble est pourvu d'un monumental clocher qui non seulement adopte un parti architectural des plus intéressants avec sa position dans l'angle sud-est de l'église et son accès oblique à la nef mais qui est aussi une sorte de signal fort dans cette plaine très plate à cet endroit de l'Artois.
- 12 Les vitraux sont particulièrement impressionnants : ils sont l'œuvre du maître verrier Jean Gaudin (1879-1954), connu pour ses réalisations dans les cathédrales de Noyon, d'Amiens et de Soissons. Il s'agit d'une « mosaïque » de verre représentant pour la « rosace » sud, le Christ en croix entre la Vierge et saint Jean et au nord, l'Adoration des mages.

Figure 1

Vitrail, par Jean Gaudin : rosace sud le *Christ en croix entre la Vierge et saint Jean* et au nord, l'*Adoration des mages*. Phot. Lionel Dubois, 2002.

© Lionel Dubois.

- 13 Les sculptures extérieures en pierre (grès rouge de Saverne) représentant notamment le Christ en croix sont du sculpteur arrageois Parrain. (fig. n° 2, n° 3)

Figure 2

Élévation sud : reconstruction de l'église, étude préalable. Repro. Lionel Dubois, 2002.

© Lionel Dubois.

Figure 3

Plan : reconstruction de l'église, étude préalable. Repro. Lionel Dubois, 2002.

© Lionel Dubois.

- 14 Le mobilier liturgique (autels, fonts baptismaux) est décoré par des mosaïques de Charles Mauméjean. Elles ornent aussi la nef. (**fig. n° 1**)

Les dégradations

- 15 Dès octobre 1993, l'église est fermée pour raisons de sécurité par arrêté municipal.
- 16 Le 1er juillet 1994 le conseil municipal délibère et vote la démolition de l'église. La direction régionale des affaires culturelles du Nord-Pas-de-Calais (DRAC) intervient dès le 28 juillet 1994 pour informer la mairie que la démolition de cet édifice serait une perte pour l'architecture et le patrimoine du XXe siècle et qu'une procédure de protection d'office (classement) pourrait être prise dans le cas de la confirmation de cette démolition.
- 17 Un rapport est établi à la demande de la DRAC par les architectes Benoît Graftaux et Richard Klein dont un extrait des conclusions permet de mieux cerner la justification de la demande de protection :
- 18 « La sélection d'œuvres majeures de l'architecture du XXe siècle est relativement aisée quand elle se réfère principalement au mouvement moderne et à sa tendance la plus internationale. Les exclus de cette sélection si l'on n'y prend garde sont rapidement relégués au rang des anecdotes ou des curiosités. Pourtant une certaine relecture actuelle de la période moderne met en exergue les qualités intrinsèques des architectures hybrides et complexes, des « architectures modernes de province » qui ne trouvent que rarement leur place dans ses classifications usuelles. Depuis la

décentralisation, nombre de discussions des COREPHAE portent sur ces questions : doit-on privilégier la protection d'édifices construits en région et dont les liens avec les mouvements nationaux ou internationaux sont évidents, quitte à protéger quelques « dérivés » de ces modèles ou doit-on privilégier les édifices qui apparaissent comme des créations régionales originales.

- 19 Nous pensons que l'église de Rocquigny se situe exactement entre ces deux extrêmes. Son auteur manifeste une conscience de l'époque et de l'architecture contemporaine mais c'est grâce à une attention et des circonstances particulières au lieu que le projet échappe aux poncifs et à l'imitation de ces modèles de références.
- 20 L'église de Rocquigny est donc un exemple de projet hybride qui a su composer avec les circonstances et l'invention afin de produire une œuvre originale qui peut tout à fait se passer de la référence à Auguste Perret pour être regardée comme un édifice à préserver. Les circonstances -l'urgence des mesures à prendre et le débat avec les partisans d'une démolition- ne doit pas faire oublier que, dans le cas d'une campagne thématique à propos des édifices religieux, l'église de Rocquigny aurait sans aucun doute fait partie des bâtiments sélectionnés. La quantité et la qualité des archives documentaires sont un gage des possibilités d'action d'accompagnement et de mise en valeur des travaux de restauration (exposition, publication, sensibilisation). À long terme le village de Rocquigny regretterait sans doute de perdre le seul édifice monumental de qualité dont il dispose. »
- 21 À la suite du dépôt du permis de démolir en 1996 la Commission régionale du patrimoine historique, architectural et ethnologique (COREPHAE) propose la protection au titre de ce qui était à l'époque l'inscription à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques de l'église de Rocquigny. À nouveau en 1999, le Conseil municipal vote la démolition de l'édifice à la suite de la poursuite des dégradations. La Commission supérieure des monuments historiques est alors saisie et le dossier est présenté le 22 novembre 1999. L'église de Rocquigny est finalement classée en totalité au titre des monuments historiques par arrêté en date du 7 septembre 2001.

On notera que l'église de Rocquigny est toujours affectée au culte.

(fig. n° 4)

Figure 4

État existant avant démolition du clocher. Phot. Lionel Dubois, 2002.

© Lionel Dubois.

- 22 Les dégradations se poursuivent, en 2001 un larmier en béton de près de 100 kg tombe et se fiche sur plusieurs dizaines de centimètres dans le sol. Il est évident qu'une telle chute sur une personne ou un véhicule aurait eu des conséquences dramatiques. Après visite approfondie du bâtiment, il s'avère que d'autres morceaux sont en voie de détachement sur le clocher, qu'un mur de brique menace de s'effondrer et qu'un des murs de la nef présente un dévers dangereux.
- 23 Un périmètre de protection, déjà installé par la mairie, est renforcé et l'arrêté de péril est réactivé en mettant de nouveaux panneaux signalant le danger autour de l'église.

Analyse des causes

- 24 Cette construction, dont l'état était déjà assez dégradé au moment de la proposition de classement, a subi une brusque accélération des désordres dont les causes, si elles sont assez bien identifiées, ne permettent cependant pas d'expliquer la dynamique et la rapidité des dégradations, dont on verra qu'elles ont abouti à la nécessité de déposer (« déconstruire ») la tour du clocher dans son intégralité.

Figure 5

Base du clocher : état existant des maçonneries avant travaux. Phot. Lionel Dubois, 2002.

© Lionel Dubois.

- 25 Les causes des désordres sont multi-factorielles : tout d'abord, la qualité du béton, des briques et des joints de ciment sont très médiocres. Le béton est poreux, avec des agrégats hétérogènes (agrégats de pierres de l'Oise ?, silex). Les joints (constat fait lors de la première phase des travaux) sont largement sous-dosés en ciment. Les armatures métalliques des maçonneries et des éléments de barlotières des vitraux sont, comme souvent, trop près des surfaces et la corrosion métallique a fait éclater le trop fin recouvrement de ciment. Des pluies abondantes, une tempête au début du mois de novembre 2001 dans la région ont également accéléré les phénomènes de lessivage. **(fig. n° 5)**
- 26 Les vibrations provoquées par le passage des véhicules circulant le long de l'église sur la route départementale ont aggravé la dégradation du bâtiment. Il s'agit principalement de véhicules militaires, de poids lourds (semi-remorques chargés de betteraves). Pendant la campagne betteravière, ces véhicules chargés au maximum roulent vite, les chauffeurs étant payés à la rotation. Les vibrations peuvent d'ailleurs être ressenties devant l'église au passage des véhicules, même de faible tonnage.
- 27 Devant la persistance du danger de chutes de matériaux fin 2001, il est décidé de procéder le plus rapidement possible à la démolition de la tour du clocher. **(fig. n° 6)**

Figure 6

Élément du clocher : état des bétons avant démolition. Phot. Lionel Dubois, 2002.

© Lionel Dubois.

La déconstruction de la tour du clocher, la restauration des toitures et façades

- 28 La déconstruction du clocher a imposé de modifier les phasages et la nature des travaux initialement prévus par l'étude préalable de l'architecte en chef des monuments historiques Lionel Dubois afin de sécuriser le bâtiment et de répondre aux inquiétudes grandissantes de la population.
- 29 Le projet de démolition du clocher a ainsi été rendu en décembre 2001. La mise en place de protection provisoire et les travaux avaient été programmés la même année pour un montant de 53 357 €.
- 30 Le chantier a été réalisé en 2002 par l'entreprise A.C.T.I.S à la suite d'une mise en concurrence. Après consultation de sociétés spécialisées et afin de ne pas perdre les détails des dispositions actuelles du clocher et procéder dans les meilleures conditions à sa reconstruction, la société Sintégra a été retenue pour effectuer un relevé en 3D avec une précision au centimètre. Ce relevé a été effectué sur place fin janvier 2002, le rendu a été transmis début mars.
- 31 Un rendez-vous sur place a lieu début décembre 2002 avec L. Dubois pour re-préciser un 2e projet d'urgence indépendant mais complémentaire au 1er projet, compte tenu du fait qu'initialement, l'étude prévoyait également de consolider et protéger provisoirement le clocher pour un coût de 340 000 €, alors que la démolition du clocher et la mise en œuvre

de protections provisoires sur le reste de l'édifice a coûté 140 000 €. Cette opération a été programmée en 2002 et a fait l'objet d'un projet établi en avril 2003 pour un montant de 491 500 €, incluant outre les travaux pré-cités, la reprise des arases de maçonneries, gargouilles en béton ainsi que la réfection de la couverture en tuile et des chéneaux en béton habillés de plomb. Ces travaux ont été réalisés de mai 2004 à mai 2005. Dans le cadre de ce projet, une étude de reconstruction du clocher par le bureau d'études Inteba a été réalisée pour un coût de 14 600 €. (**fig. n° 7**)

Figure 7

Escalier d'accès au clocher : vue de la partie haute des maçonneries après démolition du clocher (détail). Phot. Lionel Dubois, 2002.

© Lionel Dubois.

- 32 Un 3^e projet a été établi en novembre 2005 afin de remettre en état les façades, avec reprise des emmarchements et auvents au-dessus des entrées, la démolition et la réfection de la cage d'escalier en béton à la base de la tour, la reprise des bétons dégradés des baies et corniches, la réfection des châssis métalliques, la réfection des portes et châssis en bois de chêne, et la protection des vitraux et des dalles de verre. Sur ce programme de travaux initialement prévu, indépendamment des difficultés rencontrées pour obtenir des réponses à l'appel d'offres : (aucune réponse au lot béton armé, lot serrurerie hors de prix, 4 menuisiers consultés), la réfection de la cage d'escalier n'a pas été réalisée et reportée dans le cadre de l'éventuelle restitution du clocher. Afin de protéger provisoirement de manière sécurisée l'édifice, un bardage a été mis en œuvre. Les châssis métalliques ne sont pas non plus repris mais bouchés provisoirement, faute de trouver une entreprise spécialisée à un prix acceptable pour la collectivité. Le chantier qui a démarré en avril 2008, après mise en place d'un programme de 267 000 €, a été réceptionné le 16 décembre 2008. Les dernières difficultés du chantier ont porté sur la protection des rosaces en dalles de verre pour lesquelles la solution technique adoptée a

nécessité une rallonge budgétaire de 30 000 € après négociation. En effet, après un relevé précis, l'ensemble des dalles de verre a été déposé, dans un souci de conservation et mis en sécurité. Les rosaces ont ensuite été occultées par des contreplaqués, en préservant une zone claire par mise en œuvre de Macrolon®.

Le budget total des études, projets et travaux investi à ce jour sur l'édifice représente un coût de 817 000 €, en grande partie à la charge du ministère de la Culture et de la Communication (près de 75 %) et du Conseil général du Pas-de-Calais pour 20 %.

(fig. n° 8, n° 9)

Figure 8

Élévation sud : restauration des maçonneries. Phot. Lionel Dubois, 2008.

© Lionel Dubois.

Figure 9

Élévation est : maçonneries restaurées. Phot. Éric Dessaint, 2009.
© CRMH Nord-Pas-de-Calais.

La poursuite de la restauration

- 33 À plusieurs reprises, la question déontologique de la poursuite de la « restauration » qui incluait une reconstruction à l'identique du clocher, s'est posée et par ricochet, celle du maintien d'une protection au titre des monuments historiques ?
- 34 La volonté de la population, manifestée à plusieurs reprises par les votes du Conseil municipal, était de tourner la page et de démolir l'édifice. Cependant, l'action de la DRAC a permis de le sauver de la destruction, dans le cadre notamment de la défense du patrimoine du XXe siècle, mais en raison de diverses circonstances, et avant tout l'insuffisance de moyens financiers, il n'a pas été possible à ce jour de rendre à cet édifice sa splendeur passée.
- 35 On notera l'importance de ce qu'aurait été la contribution financière de la commune, eu égard à ses 274 habitants, si celle-ci avait eu à payer ne serait-ce que les 50 % du coût des travaux, habituellement non subventionnés pour un édifice classé.

Figure 10

Élévation sud : fenêtres après restauration, détail des maçonneries. Phot. Lionel Dubois.

© Lionel Dubois, Phot Éric Dessaint, 2009. © CRMH Nord-Pas-de-Calais.

- 36 Au-delà de l'investissement de 817 000 € réalisé à ce jour, le coût de la reconstruction du clocher représenterait à lui seul un montant de 1 200 000 €, auquel il faudrait ajouter 300 000 € pour les vitraux et dalles de verre. **(fig. n° 10)**
- 37 Échec de la collectivité propriétaire, échec du service des monuments historiques ; échec des dispositifs de subvention ? Finalement, l'opération de sauvetage, malgré des interruptions, se poursuit. **(fig. n° 11)**

Figure 11

Élévation sud : détail du portail après restauration. Phot. Éric Dessaint, 2009.
© CRMH Nord-Pas-de-Calais.

- 38 À plusieurs reprises, la DRAC, maître d'ouvrage de l'opération, s'est interrogée sur la conduite à tenir dans le cadre notamment de la demande d'abandon de la maîtrise d'ouvrage de l'État. La commune ne pouvait manifestement pas assurer la maîtrise d'ouvrage de l'opération et la DRAC, en l'assurant, n'était pas en mesure de collecter les contributions financières des autres partenaires éventuels : Conseil général du Pas-de-Calais, Conseil régional etc. en raison des règles de subventionnement locales.
- 39 Après l'échec de la tentative de transfert de la maîtrise d'ouvrage à la commune ou à une communauté d'agglomération, la DRAC a demandé à titre dérogatoire de reprendre la maîtrise d'ouvrage afin d'achever la restauration. **(fig. n° 12)**

Figure 12

Vue générale des façades après restauration. Phot. Éric Dessaint, 2009.

© CRMH Nord-Pas-de-Calais.

- 40 Il reste indéniable que la restitution du clocher dans son état d'origine représente un challenge technique, qui est déjà maîtrisé au stade de l'étude : exécution de moules pour l'ensemble des éléments coulés en béton, avec mise en œuvre de barres métalliques scellées permettant le montage accompagné de la mise en œuvre de barrettes de contreventement pour structurer l'ensemble. La mise en œuvre du coffrage par planches de largeur inégale permettra la restitution des plans de claustras si caractéristiques de cette construction.
- 41 Il convient maintenant de trouver des entreprises motivées pour relever ce défi, mais à quel prix ?

BIBLIOGRAPHIE

Grafteaux, Benoît, KLEIN, Richard. **L'église de Rocquigny. Jean-Louis Sourdeau architecte, 1927-1932.** Rapport à la DRAC (novembre 1995).

Dossier de protection, église de Rocquigny, CRMH Nord-Pas-de-Calais.

INDEX

Mots-clés : reconstruction à l'identique, Jean Gaudin, mosaïque de verre, mobilier liturgique, Charles Mauméjean, sculpteur Parrain, permis de démolir, inventaire supplémentaire des monuments historiques, commission supérieure des monuments historiques, Pas-de-Calais, ligne Hindenburg, reconstruction, ministère de la reconstruction, diocèse d'Arras, Rocquigny, Jean-Louis Sourdeau, label patrimoine du XXe siècle, constructivisme russe, fonctionnalisme du Bauhaus, clocher, béton armé, vitrail

AUTEURS

JACQUES PHILIPPON

conservateur général du patrimoine, conservateur régional des monuments historiques,
Direction régionale des affaires culturelles du Nord-Pas-de-Calais.
jacques.philippon@culture.gouv.fr

PHILIPPE MERLIER

ingénieur des services culturels, DRAC Nord-Pas-de-Calais. Philippe.merlier@culture.gouv.fr

LIONEL DUBOIS

architecte en chef des monuments historiques. Lionel.dubois@wanadoo.fr